

L'événement



SEBASTIEN BOTELLA/ANCE MATIV/MAKPPP - PHILIPPE LAVIELLE/LE PARISIEN/MAKPPP

POUVOIR D'ACHAT

L'énergie du désespoir

SURCHAUFFE Prix à la pompe, inflation, gaz sous tension : le choc énergétique frappe des ménages déjà fragiles et révèle les limites de la réponse publique

Le litre de carburant à 1,50 euro, seuil symbolique qui avait enflammé les ronds-points fin 2018, ferait rêver aujourd'hui. Huit ans plus tard, les yeux s'écarquillent à la vue des prix de l'essence et du gazole, qui s'envolent bien au-delà des deux euros. Dans les stations-service où l'on peut encore limiter la casse, les files d'attente s'étirent. On y fait grise mine en attendant son plein à trois chiffres, mais la colère n'éclate pas. Pas encore ? Une mobilisation frémît sur les réseaux sociaux, avec un surcroît des Gilets jaunes qui se dessine pour le 17 octobre. Pierre Chassera, délégué général de 40 Millions d'automobilistes, essaie de mobiliser autrement, estimant que son rôle n'est pas de s'associer « à des choses qui vont déborder dans la rue » : il préfère mettre la pression pour réclamer une baisse de la fiscalité et vient de lancer « Balance ton plein », une manifestation en ligne pour « rendre visibles les invisibles, dont les pouvoirs publics ne pourront plus ignorer la demande de baisse des taxes ! »

Au-delà du plein, c'est toute l'énergie qui pèse lourdement sur les budgets. Les chiffres du vingtième baromètre Ipsos-Secours populaire, publié jeudi, sont éloquent : un Français sur quatre dit avoir sacrifié des dépenses essentielles pour payer ses factures d'énergie. Secrétaire national du Secours populaire chargé des solidarités, Nicolas Champion relève un écrasant sentiment de déclas-

sement : 73 % des sondés jugent l'énergie moins accessible qu'à la génération de leurs parents ; 80 % pensent qu'elle le sera encore moins pour leurs enfants. Également responsable du Secours populaire pour le Calvados, Nicolas Champion voit les difficultés se multiplier et les arbitrages se multiplier : « C'est parfois l'accès aux soins qui en pâtit, parce qu'il faut prendre la voiture pour aller voir un médecin, ou encore, de façon plus dramatique, l'équilibre alimentaire. »

Le choc énergétique se répercute sur l'inflation, estimée le 28 août par l'Insee à 2,4 % sur un an, contre 2,1 % en juillet. Directeur adjoint du département Analyses et prévisions de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Mathieu Plane a fait le calcul : les produits pétroliers représentent 1,1 point dans la consommation des ménages. En parallèle, les salaires progressent moins vite que les prix : « On a une baisse des salaires réels. » Et la croissance en berne ne laisse guère espérer d'embellie : l'OFCE travaille désormais sur une prévision de 0,4 % pour 2026, inférieure à celle du gouvernement, ramenée ce vendredi de 0,7 à 0,5 %.

La France impuissante

Pour ne rien arranger, le prix du gaz augmente aussi et l'hiver approche. Traditionnel recours lors des tensions énergétiques, le gaz est aussi tributaire du détroit d'Ormuz, qui n'est plus franchi qu'au compte-gouttes. La commission de régula-

tion de l'énergie (CRE) a annoncé une hausse de 6,3 % de son prix repère au 1^{er} octobre, et Anne-Sophie Corbeau, chercheuse spécialiste du gaz et du GNL à l'université Columbia, s'attend à une nouvelle progression en novembre, au « pire moment ». Les stocks bas ne l'alarment pas : « Si on a un hiver normal, ça devrait aller », rassure-t-elle, rappelant que le redoux de

Une réduction significative se chiffrerait en dizaines de milliards

décembre 2021 avait évité une rude mise à l'épreuve de la réalité de la solidarité énergétique européenne.

Plus que ses voisins - l'Allemagne et le Royaume-Uni ont pu financer des aides à la pompe -, la France semble pourtant impuissante à amortir le choc énergétique. « Après avoir été sans doute le pays européen qui en a fait le plus en 2022 et après, avec 72 milliards d'aides au total, nous sommes devenus celui qui en fait le moins, avec 1,4 milliard cette fois », pointe Mathieu Plane. « Nous n'avons plus de pare-feu », relève le chercheur de l'OFCE qui évalue le coût d'une aide à 500 millions par centime de carburant : une réduction significative se chiffrerait donc en milliards, voire en dizaines de milliards...

Faute de marges de manœuvre, l'État aux caisses vides s'accroche à sa réponse structurelle : électrifier davantage transports, chauffage et industrie. Mais le prix de l'électricité favorisera-t-il cette ambition ? Dans son rapport publié mercredi, la CRE estime que les capacités renouvelables installées depuis 2020 ont procuré environ 8 milliards d'euros de gains aux consommateurs en 2025. Le Cercle d'étude réalités écologiques et mix énergétique (Céréme), favorable au nucléaire, dénonce une présentation qui ignore le coût net complet du système. « Le prix de marché, ce n'est pas celui auquel le consommateur paye l'électricité », réplique Hervé Machenaud, ancien directeur exécutif d'EDF. Il estime qu'en « payant deux systèmes » avec le développement de nouvelles capacités éoliennes et solaires subventionnées au prix fort, la France pénalise son objectif de décarbonation par l'électrification.

« L'électrification en Europe n'a en fait pratiquement pas bougé », note Anne-Sophie Corbeau, qui anticipe que l'énergie sera un sujet important de la présidentielle. Pour Mathieu Plane, la question sera surtout présente à travers le pouvoir d'achat, qui reste la première préoccupation des Français. L'énergie va percuter des sujets plus larges : l'inflation et les salaires qui décrochent, les fractures territoriales et les efforts budgétaires à venir qui ne pourront faire l'économie d'une remise en cause de notre modèle social. ●

HUMBERT ANGLEYS